

UN ORDRE DU JOUR POUR LA TROÏKA EUROPEENNE

La poétesse Anna Akhmatova avait un jour imaginé un nouveau terme "non-rencontre". Celui-ci convient parfaitement à l'événement programmé pour cette fin de semaine à Moscou où doivent arriver le Chancelier fédéral allemand, Gerhard Schröder, et le Président français, Jacques Chirac. En commentant l'information, l'opinion russe s'interrogeait: cela annoncerait-il une réunion de la "grande troïka européenne", du genre de celle qui a si fortement marqué la vie politique internationale durant les longs mois d'efforts pour tenter d'empêcher un dénouement militaire de la crise irakienne? Ou, tout simplement, deux sommets bipartites? L'ambassadeur d'Allemagne en Russie, Hans-Friedrich von Pletz, a annoncé qu'il n'y aurait pas de rencontre tripartite parce qu'au moment de l'arrivée du chancelier fédéral en Russie pour une visite de travail de courte durée (le 2 avril), le président français quitterait déjà Moscou. Mais, par la suite, pour des raisons de politique intérieure, Jacques Chirac a reporté sa venue au 3 avril, laissant de nouveau planer le doute.

En fait, il n'y a aucune raison sérieuse de s'inquiéter, puisque rien ne réclame la tenue d'une rencontre à trois. En l'occurrence, rien ne changera fondamentalement si Vladimir Poutine s'entretient successivement et non pas simultanément avec ses homologues européens.

Par contre, le regain d'animation observé dans les milieux politiques à ce sujet est un événement en soi. Il révèle que nombreux sont ceux qui, à Moscou, placent leurs espoirs dans le développement de la coopération entre les trois plus grands pays européens, coopération qui contribuerait au règlement de plusieurs problèmes internationaux, particulièrement importants pour la Russie.

Quel aurait pu être l'ordre du jour de cette rencontre - ou plutôt de la "non-rencontre" - de Moscou? Deux paquets de questions au moins auraient pu y figurer: les rapports entre la Russie et l'Europe, d'une part, et les relations de l'Occident avec le monde musulman, d'autre part.

Il existe un problème séculaire, pour ne pas dire éternel, entre la Russie et l'Europe: les Européens ne parviennent pas à comprendre pourquoi la Russie ne pourra jamais devenir totalement ouest-européenne et, de leur côté, les Russes ne peuvent se résigner à l'idée que, précisément pour cette raison, l'Europe de l'Ouest ne veuille les considérer comme faisant partie des "siens". Alors, que faire? Opter pour l'isolement réciproque ou bien, au contraire, communiquer plus activement? Avec les litiges apparus suite à l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, cette question est de nouveau d'actualité, seulement elle est perçue plutôt comme une crise des valeurs morales entre les deux sub-civilisations européennes. Les milieux politiques russes évoquent de nouvelles

lignes de clivage en Europe. Les Européens, eux, qualifient les Russes d'intrus avec leurs traditions politiques et leur style particuliers. Le tout se déroule en parallèle avec, en toile de fond, les débats sur la Constitution de l'Europe unie, sur les contradictions entre membres de l'Union européenne, anciens et nouveaux, grands et petits.

Au sein de l'Union européenne, les optimistes s'emploient à rassurer Moscou en disant que l'élargissement de l'UE rendra cette dernière et la Russie "plus proches l'une de l'autre". En Russie, les pessimistes disent qu'il n'y a guère lieu de se réjouir, car les avions de l'OTAN seront à 5 minutes de vol de Saint-Pétersbourg. Quant aux litiges commerciaux, ils ne font qu'ajouter à la confusion. Finalement, la confiance entre les deux moitiés de l'Europe est mise à mal et d'ici au prochain sommet UE-Russie de Moscou il est tout simplement indispensable d'entreprendre quelque chose pour éviter une crise profonde et prolongée.

Il faut tout simplement parvenir à normaliser les rapports de sorte que l'opinion publique russe fasse de nouveau confiance à l'Europe et comprenne que même si des débats ont lieu, il n'en demeure pas moins que la maison européenne commune est habitée par des amis, capables de discuter en buvant une tasse de café et non en se retranchant chacun derrière un rideau de fer. Cette normalisation pourrait se traduire au moins par la simplification du régime des visas ou encore par des démarches visant à permettre aux négociateurs de poursuivre les pourparlers sans risquer d'être livrés à la vindicte publique.

Il existe un autre problème sur lequel les leaders européens doivent se pencher d'urgence. C'est celui du Kosovo. On peut dire que tout ce qui se passe depuis cinq ans dans l'ancienne Yougoslavie est une épreuve pénible pour les rapports entre l'Europe orientale et occidentale. En Russie, personne n'a oublié les événements de 1999 ni des années qui ont suivi. C'est particulièrement vrai aujourd'hui, alors qu'il devient évident que Moscou avait raison en 1999 et que les Européens avaient misé sur le mauvais cheval dans le conflit au Kosovo. Les Russes ne comprendront probablement jamais comment il a été possible de prendre le parti des Albanais du Kosovo qui au fil des années s'étaient emparés de territoires ne leur appartenant pas, avaient mis sur pied des organisations paramilitaires, chassé les autochtones de leurs foyers. Ni comment il a été possible pendant cinq ans de soutenir leur régime pour obtenir en fin de compte un nouveau nettoyage ethnique, probablement pas le dernier.

Au Kosovo il faut tout reprendre à zéro et reformuler les objectifs et les méthodes. C'est là une tâche qui est bien sûr à la mesure de leaders de la stature de Chirac, Schröder et Poutine.

Enfin, il y a d'autres tâches de plus grande envergure encore. Il ne s'agit pas seulement du Proche-Orient ou de l'Irak, mais plus globalement des rapports de l'Europe avec le monde musulman (un problème séculaire lui aussi). La guerre en Irak a conduit au fiasco et à une impasse. L'initiative du président George W. Bush, qui pensait inoculer pacifiquement aux pays musulmans le modèle occidental de démocratie, est mort-née. Nous savons maintenant ce qu'il ne fallait pas faire. Mais que peut-on faire? L'absence totale d'idées concernant aussi bien le dénouement de cet imbroglio que les rapports entre le monde musulman courroucé et le monde chrétien apeuré, est patent. Ici les trois leaders européens pourraient pour le moins insister sur la nécessité de rechercher des solutions fondamentalement nouvelles.

Et s'ils trouvent eux-mêmes quelque chose de nouveau, susceptible de contribuer au règlement de tous ces problèmes, alors il faudra admettre que la "troïka européenne" peut très bien exister sur la scène internationale sans sommets formels réguliers, et ce tant que les trois hommes qui la composent partageront la même philosophie politique.

Dmitri Kossyrev, RIA Novosti